

└CFVU DU 12 MAI 2017┐

PARTIE – AVIS

01/ CONDITIONS SOCIALES ÉTUDIANTES

01.01 Avis sur les critères d'exonération des droits d'inscription

01.01 Avis sur la mise en place d'aides sociales individualisées dans le cadre de la commission FSDIE « action sociale »

Avis de la CFVU du 12 mai 2017

Décision du Conseil d'administration du 2 juin 2017

Conditions sociales étudiantes :

Elargissement des critères d'exonération des droits d'inscription et instauration d'aides financières au bénéfice des étudiant.es dans le cadre des crédits de « l'aide sociale » du fond de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE).

Références :

- Article R719-50 du code de l'éducation ;
- Circulaire N°2011-1021 du 3 novembre 2011 relative au développement de la vie associative et des initiatives étudiantes ;
- Acte N°2016-99 du Conseil d'administration en date du 3 octobre 2016, aux termes duquel, après échange en séance, il a été convenu de revoir les critères d'exonération des droits d'inscription et d'en assurer une meilleure diffusion auprès des étudiant.es.

Préambule :

Plusieurs facteurs ont concouru au souhait de l'équipe présidentielle de vouloir travailler autour de la question des conditions de vie et d'études des étudiant.es de l'établissement, et notamment des étudiant.es en situation de précarité sociale, financière ou administrative. Notre souhait est que ces échanges et travaux communs permettent de tracer les grandes lignes de ce qu'il est possible pour l'établissement de faire afin d'améliorer les conditions sociales étudiantes, et de voir quelles peuvent être les mesures concrètes à mettre en œuvre dès la rentrée 2017.

La production de ce document a été menée en lien avec la commission FSDIE dévolue à l'aide sociale en présence de la responsable du service de la vie étudiante, des assistant.es sociaux/ales du CROUS, des Vice-président.es étudiant.es CA et CAC, du Vice-président en charge de l'égalité et de la vie citoyenne et de la Vice-présidente formation et vie étudiante.

Qu'est-ce que le FSDIE ? C'est le fond social de développement et d'initiative étudiante.

Lors de son inscription à l'université, chaque étudiant.e (sauf les boursier.es) verse une somme forfaitaire minimale déterminée par arrêté ministériel, pour le compte du FSDIE (16 euros pour l'année universitaire 2016-2017). Ce fond est destiné principalement au financement des projets portés par des associations d'étudiant.es mais également à l'aide sociale aux étudiant.es en difficulté à raison de 30 % (taux maximum prévu par la circulaire susvisée et voté au Conseil d'administration du 23 mars 2012). Il s'agit des ressources financières à partir desquelles travaillent les deux formations de la commission FSDIE.

A partir de l'examen des cas traités depuis mai 2016, il nous a semblé que la réflexion afin d'élargir l'assiette des étudiant.es en difficulté pouvant prétendre au soutien de l'établissement, devait se faire dans 3 directions : refonte des critères d'exonération/remboursement des droits d'inscription (1), attribution d'aides sociales individualisées (2), création d'une cellule d'accueil pour les étudiant.es hors mobilité (3).

Avis de la CFVU du 12 mai 2017

Décision du Conseil d'administration du 2 juin 2017

1) Exonération des droits d'inscription en raison de la situation personnelle des étudiant.es

a) Les critères actuellement appliqués à l'Université Lyon 2 :

Selon l'article R. 719-50 du Code de l'éducation : « *Les décisions d'exonération sont prises par le/la président.e de l'établissement, en application de critères généraux fixés par le conseil d'administration et dans la limite des 10 % des étudiant.es inscrit.es, non compris les personnes mentionnées à l'article R. 719-49* ». Les critères actuellement appliqués par l'établissement doivent être revus. En terme procédural, les dossiers sont par ailleurs actuellement systématiquement étudiés au sein de la formation de la commission FSDIE dévolue à l'aide sociale, alors même que cette compétence ne lui est pas attribuée expressément par l'article précité et que cela génère des délais de traitement allongés, au détriment des étudiant.es.

Les *critères actuels* sont :

- Exonération accordée une seule fois, durant tout le parcours universitaire de l'étudiant.e ;
- Aucune exonération n'est accordée aux primo-arrivant.es¹ ;
- Pas d'exonération pour les inscrit.es en DU.

Or, le nombre de demandes d'exonération des frais d'inscription était en baisse à l'arrivée de l'équipe présidentielle (cf. annexe 1) avec pourtant un nombre important d'étudiant.es dans des situations sociales difficiles. Le taux de boursier.es à Lyon 2 est d'environ 34 % en formation initiale.

Plusieurs causes peuvent expliquer cette situation à laquelle nous devons remédier :

- Les étudiant.es doivent être mieux informé.es. Il faut donc revoir la communication autour de ces dispositifs et utiliser différents canaux de diffusion liés à la communication, les informer lors des chaines d'inscription et par le biais des organisations et associations étudiantes.
- Les critères actuels sont trop restrictifs. Il est donc proposé au Conseil d'administration d'élargir ces critères d'exonération des droits d'inscription.

b) Les nouveaux critères et la nouvelle procédure proposés

Dans le prolongement du dispositif actuellement existant, sont proposés les critères suivants qu'il appartient au Conseil d'administration d'approuver :

- Exonération accordée une seule fois, par cycle d'étude (Licence, Master, Doctorat) ;
- Possibilité d'exonération/remboursement d'une inscription dans un autre diplôme relevant d'un même cycle d'étude. Dès lors que cette inscription complémentaire correspond à un projet professionnel clairement défini, il semble opportun de soutenir cette démarche. Ce nouveau critère prend acte d'une tendance actuelle qui consiste, pour les étudiant.es diplômé.es de Master, à prolonger parfois d'une année leur formation avec l'inscription dans un M2 spécialisé, afin de compléter leur formation professionnelle.
- Aucune exonération n'est accordée aux primo-arrivants ;
- Pas d'exonération pour les inscrit.es seulement en DU ;
- Examen de la condition sociale et de revenus de l'étudiant.e demandeur/euse sur production de pièces justificatives (après avis des assistantes sociales).

¹ Etudiant.es ayant suivi la procédure d'accès à l'université via le dispositif « Etudes en France ».

Avis de la CFVU du 12 mai 2017

Décision du Conseil d'administration du 2 juin 2017

Procédure :

Les demandes d'exonération présentées par les étudiant.es feront l'objet d'un examen administratif (diplôme d'inscription, nombre d'exonérations octroyées le cas échéant, etc.), examen complété d'un avis donné par les assistantes sociales en ce qui concerne le critère de la condition sociale personnelle de l'étudiant.e. La décision d'octroi est prise par la Présidente de l'Université et le cas échéant, par délégation par la Vice-présidente Formation et vie étudiante. Il est rendu compte périodiquement des décisions prises dans ce cadre devant la formation de la commission FSDIE dévolue à l'aide sociale.

2) Octroi d'aides sociales individualisées.

a) Définition et critères

Il s'agit d'intervenir en complément des ASAP - Aides spécifiques : demandes d'aides ponctuelles du Crous - et de pouvoir apporter une aide financière lors de l'évaluation et de l'accompagnement que nous faisons auprès des étudiant.es.

Ces aides entendent répondre à plusieurs difficultés constatées :

- Le financement de l'étudiant.e est insuffisant pour son année universitaire : l'étudiant.e risque des découverts bancaires importants, et en continu, des dettes de loyers, voire la non possibilité de pouvoir payer son loyer ;
- L'aide ponctuelle du Crous ne couvre pas la totalité des dettes de l'étudiant.e ;
- L'étudiant.e, pour des raisons de santé ou pour des difficultés à faire coïncider charge de travail universitaire et nécessité de travailler ne peut se maintenir dans un emploi salarié régulier ;
- L'étudiant.e fait face à des difficultés d'ordre familial (cas de rupture complète, relations conflictuelles) et ne reçoit pas/plus de soutien ;
- L'étudiant.e peut aussi être d'origine étrangère et sans ou avec très peu de financements (et sans possibilité d'occuper un emploi déclaré).

Cette nouvelle aide sociale pourrait venir compléter l'aide du CROUS, en particulier pour l'accès au logement, ou pour le maintien dans le logement. Elle pourrait aussi venir en aide au cas par cas et sur demande des assistant.es sociaux/ales à des demandes de remboursement ou d'exonération de sécurité sociale ou d'aides aux étudiant.es primo-arrivant.es en situation de grande précarité.

b) Procédure d'attribution des aides sociales individualisées (dans la limite du fond disponible, soit 30% du fond FSDIE).

Ces situations spécifiques, qui souvent se cumulent, seront présentées à la commission FSDIE « action sociale » à partir de la rentrée 2017 par les assistant.es sociaux/ales du CROUS et les services de l'Université, pour avis.

La décision d'attribution de l'aide sociale individualisée et la détermination de son montant relève de la compétence de la Présidente de l'Université après avis de la commission FSDIE « aide sociale » (arrêté d'attribution transmis à l'agent comptable pour versement de l'aide).

Avis de la CFVU du 12 mai 2017

Décision du Conseil d'administration du 2 juin 2017

- Incidence de la mise en place de ces aides sur la délégation de pouvoir octroyée par le Conseil d'administration à la Présidente de l'Université (délibération N°2016-62).

La délégation de pouvoir consentie actuellement par le CA à la Présidente exclut expressément les subventions FSDIE de son périmètre, supposant dès lors une approbation de l'ensemble des aides octroyées dans le cadre du FSDIE par le CA avant tout versement aux bénéficiaires.

Afin de répondre à l'urgence de certaines situations sociales et de ne pas atténuer l'effet de ces aides individualisées, il est proposé au Conseil d'administration de donner délégation de pouvoir à la Présidente pour attribuer les aides FSDIE quel que soit leur montant.

Ce souhait de fluidification du circuit concerne également les subventions FSDIE accordées pour les projets étudiants de telle sorte à favoriser la réalisation des initiatives étudiantes et leur développement.

Il en résulterait une modification de la délibération N°2016-62, conformément à l'annexe 2 au présent document. Il est demandé au Conseil d'administration d'approuver cette modification.

3. Création d'une cellule d'accueil au sein du pôle de mobilité du service des relations internationales

Cette cellule se trouvera à l'interface de la Direction de la formation et de la vie étudiante (DFVE) et du Service des relations internationales (SRI), même si son point d'ancrage est le Service des relations internationales. Elle aura comme fonction de guider et de jouer un rôle de médiateur entre les étudiant.es hors échange (Etude en France, demandeur.es d'asiles, réfugié.es...) et différents services ou composantes de l'établissement (SUMPPS, service de la vie étudiante, service des études, Instituts et Facultés de l'établissement).

ANNEXE 1: Point des AS du Crous pour cette année (données mars 2017)**TOTAL GLOBAL**

		NOMBRE	POURCENTAGE
	DEMANDES ACCORDEES	77	100%
SEXE	MASCULIN	36	47%
	FEMININ	41	53%
CURSUS	LICENCE	43	56%
	MASTER	25	32%
	DOCTORAT	9	12%
ORIGINE DE LA DEMANDE	DROIT A BOURSE PERDU	19	25%
	ETUDIANT ETRANGER	44	57%
	AUTRES	14	18%

Au total 99 demandes instruites par le service en date du 13 mars 2017.

Exonérations / Remboursements des droits d'inscription

		2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Montant des droits (euros)	licence 1-2-3	181	188	189	189
	master 1-2	250	259	261	261
	Doctorat	380	393	396	396
	DU				
licence 1	nbre présenté(e)s	11	10	15	9
	nbre exonéré(e)s	6	4	6	3
	nbre remboursé(e)s	4	5	7	5
	coût exonération (€)	1086	752	1134	567
	coût remboursement (€)	724	940	1323	945
licence 2	nbre présenté(e)s	11	20	18	12
	nbre exonéré(e)s	6	13	5	0
	nbre remboursé(e)s	2	5	8	7
	coût exonération (€)	1086	2444	945	0
	coût remboursement (€)	362	940	1512	1323
licence 3	nbre présenté(e)s	3	10	12	3
	nbre exonéré(e)s		3	6	1
	nbre remboursé(e)s	2	7	4	1
	coût exonération (€)	0	564	1134	189
	coût remboursement (€)	362	1316	756	189
Master 1	nbre présenté(e)s	21	18	19	11
	nbre exonéré(e)s	9	5	3	5
	nbre remboursé(e)s	12	10	11	4
	coût exonération (€)	2250	1295	783	1305
	coût remboursement (€)	3000	2550	2871	1044
Master 2	nbre présenté(e)s	40	15	31	21
	nbre exonéré(e)s	8	2	0	2
	nbre remboursé(e)s	24	11	11	17
	coût exonération (€)	2000	518	0	522
	coût remboursement (€)	6000	2849	2871	4437
Doctorat	nbre présenté(e)s	10	8	5	0
	nbre exonéré(e)s	4	4	0	0
	nbre remboursé(e)s	4	2	0	0
	coût exonération (€)	1520	1572	0	0
	coût remboursement (€)	1520	786	0	0
DU	nbre présenté(e)s		0	0	0
	nbre exonéré(e)s		0	0	0
	nbre remboursé(e)s		0	0	0
	coût exonération (€)	0	0	0	0
	coût remboursement (€)	0	0	0	0
Nbre total présenté(e)s		96	81	100	56
Nbre total exonéré(e)s		33	31	20	11
Nbre total remboursés		48	40	41	34
Coût total exonération (€)		7842	7145	3998	2583
Coût total remboursement (€)		11888	8421	8333	7838
Coût total (€)		19910	16688	13329	10521
Nbre remboursé/exonéré par composante	Sciences Economies et Gestion	12	8	9	5
	Institut de Psychologie	6	5	6	2
	Lettres S. du langage, Arts spect	6	15	9	6
	socio, anthropo, sciences polit.	12	7	11	7
	Faculté de Droit	11	10	9	6
	ISPEF	1	3	4	3
	Faculté des langues	14	9	7	7
	ICOM	8	9	3	4
	Faculté G-H-I-A-T	11	5	2	5
	IUT			1	
	IETL				
	IEP				
		81	71	61	45